LETTRE

A

M. LE BARON RICASOLI

EN RÉPONSE A SA NOTE CIRCULAIRE DU 24 AOUT 1861

PAR

CHARLES GARNIER



PARIS
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

1861

LETTRE

A M. LE BARON RICASOLI

Monsieur le Baron,

J'ignore si votre mémorable note-circulaire du 24 août, adressée aux agents piémontais à l'étranger, aura l'honneur d'être réfutée par ceux qu'elle insulte. Il serait facile à la cour de Rome et aux ministres de Sa Majesté le roi des Deux-Siciles de repousser cet acte d'accusation, où les rôles sont si étrangement intervertis, et où vous usurpez les fonctions du ministère public, tandis que le Gouvernement au nom duquel vous portez la parole devrait être sur la sellette. Sans préjudice des réfutations qui pourront vous venir de plus haut, vous permettrez à un simple journaliste de vous répondre. Vous savez assez bien vous servir de la presse pour n'être point surpris qu'un écrivain intervienne dans un débat qui n'est pas du domaine exclusif de la diplomatie, et vous avez assez de scribes

à vos gages pour vous consoler de ce qu'il reste encore des plumes qui ne sont pas à vendre.

Je vous exprimerai d'abord, Monsieur le Baron, un regret partagé par beaucoup de personnes. On voit avec peine que vous introduisiez dans les pièces diplomatiques un langage qui manque de calme et de modération. En parcourant votre circulaire, on a cru lire un de ces articles bilieux déposés dans l'un de vos journaux les plus accentués, s'adressant à une classe de lecteurs qui ne sont pas précisément la fleur de la bonne compagnie. La signature de Bianchi-Giovini ou d'un autre quelconque des publicistes de même ton, n'eût pas déparé ce documeut; mais vous n'avez pu y placer la vôtre que par un oubli des traditions séculaires de l'urbanité florentine, j'ajouterai par nu oubli de vous-même. Je vais essayer de mettre en relief quelques-unes des erreurs et des calomnies que vous y entassez.

La thèse que vous développez longuement est celle-ci : Démontrer : 1° que le mouvement national dans le midi de la Péninsule n'est qu'un brigandage qui ne fait courir aucun danger à l'unité italienne ; 2° que le foyer de la guerre civile est à Rome, que le Pape est un chef d'assassins, et qu'il faut au plus tôt livrer Rome entre vos mains.

Et d'abord, en ce qui concerne le royaume des Deux-Siciles, vous vous êtes aperçu avec effroi que la vérité se dégage malgré les artifices pour l'obscurcir, que la voix des opprimés commence à dominer le bruit de vos canons, que l'opinion publique se tourne avec intérêt vers un peuple un moment trompé et surpris, qui se rachète aujourd'hui par le sang de ses martyrs.

Vous avez organisé votre télégraphe, qui s'impose à toute la presse européenne ; vos correspondances, qui pénètrent dans tous les organes de publicité. Comme ce dieu de la fable qu'un grand poëte représentait conduisant les mortels par un fil d'or, vous aussi, Monsieur le Baron, vous avez votre fil d'or, par lequel vous dirigez tous ces journaux français, italiens et autres, qui pensent des pensées de votre cerveau, qui parlent de vos paroles, qui écrivent de vos notes, qui agissent de votre inspiration, d'un ordre sorti de votre cabinet. Vous aviez cru que cette organisation était assez savante pour assurer le triomphe du mensonge et de la tyrannie ; vous aviez cru vos instruments assez perfectionnés, assez multipliés pour achever l'œuvre, pour *en finir*. Et vous vous êtes trompé. Vous aviez compté sans le courage des vaincus, qui se redressent sous le pied de vos proconsuls ; vous aviez compté sans les efforts persévérants de la presse indépendante, qui, décimée, appauvrie, n'a pas désespéré des causes justes, et poursuit sa mission en dépit de tous les obstacles ; vous aviez compté sans la Providence, qui envoie les fléaux, mais qui n'en veut pas éterniser le règne, parce que ce règne trop prolongé serait la négation de sa propre existence. On sait enfin aujourd'hui que la domination piémontaise à Naples est sur son déclin ; on sait que vos généraux et vos administrateurs ont été les plus actifs auteurs de la réaction formidable qui s'est déclarée contre l'annexion ; on sait que les *brigands*, exterminés cent fois dans vos bulletins victorieux, refoulent vos régiments et viennent assiéger jusque dans Naples cet invincible Cialdini, enfermé depuis deux mois dans son palais ; on sait que vous ne

pouvez tirer de votre c onquête ni un conscrit ni un écu d'impôt ; on sait que le commerce anéanti renvoie toutes les échéances de paiement au retour du souverain légitime; on sait tout cela, et bien d'autres choses encore. Vous venez donc essayer de combattre les pronostics qui vous annoncent des désastres; vous venez apprendre à vos agents diplomatiques la leçon qu'ils doivent répéter officiellement et officieusement autour d'eux pour retenir la confiance qui s'éloigne.

Eh bien, Monsieur le Baron, je vous accuse de dire et d'écrire le contraire de ce que vous pensez. Vous connaissez la vraie situation de Naples, et vous peignez un tableau de fantaisie. Je vous accuse de tenir un langage officiel qui est juste la contre-partie des rapports que vous recevez. Les dépêches du général Cialdini et des gouverneurs de provinces, les lettres secrètes de vos fonctionnaires ne vous prédisent que la ruine. Si MM. de Villamarina et Nigra voulaient ouvrir leurs secrétaires, si vous nous prêtiez la clef de votre cabinet, Monsieur le Baron, nous avons la certitude, oui, la certitude, que nous y trouverions des documents en face desquels vous corrigeriez votre circulaire. Imaginez-vous que nous soyons absolument ignorants de vos secrets? Vous soldez la trahison jusqu'auprès des souverains exilés; et parce que la trahison vous a réussi jusqu'à ce jour, vous êtes-vous flatté que vos mines ne seraient jamais éventées et que l'on ne parviendrait pas dans votre place? Ah! Monsieur le Baron, il y a de justes représailles, et vos guet-apens ont légitimé d'avance bien des piéges. Je ne rappelle que les dépêches confidentielles de vos commandants de provinces, de vos gouverneurs, publiées quelquefois

dans *la Gazette de France*; on vous a montré qu'on est au courant de vos affaires; on pourrait vous en fournir bien d'autres preuves. Je maintiens donc fermement que les rapports secrets des agents piémontais sur la situation de Naples sont en formelle contradiction avec votre note.

Vous débutez, Monsieur le Baron, en exprimant l'espoir déjà manifesté dans une note précédente, que les provinces méridionales seront guéries de leurs maux par « le soleil de la liberté. » Je suis heureux de me trouver ici d'accord avec vous pour former le même vœu. J'espère que les maux de l'Italie méridionale auront un terme. Moi aussi, je désire que le « soleil de la liberté » fasse refleurir ces magnifiques contrées; mais « le soleil de la liberté » que j'attends n'est pas celui que vous avez fait briller; votre soleil de la liberté, c'est celui qui a incendié Auletta, Montefalcione, Spinelli, San Marco-in-Lamis, Pontelandolfo, Casalduni, et tant de villages, dont il ne reste pas plus de vestiges qu'on n'en voit à Aquilée quatorze siècles après le passage d'Attila.

Ce sont sans doute ces exploits qui ont indigné M. Massimo d'Azeglio, et qui lui ont donné le courage de dire tout haut ce que tant de personnes pensent tout bas. La lettre de M. d'Azeglio a été pour le cabinet sarde un coup de massue, et par le nombre des journaux qui se sont empressés de la cacher à leurs lecteurs, nous avons pu compter combien il en est qui prennent le mot d'ordre de vous ou de vos compères; aussi M. d'Azeglio reçoit-il la décharge de votre courroux, et vous qualifiez sa franchise d'imprudence. Imprudence il y a eu, en effet; mais il n'est pas eu votre

pouvoir d'atténuer l'impression produite par M. d'Azeglio. Au reste, vous n'avez qu'à écouter autour de vous les hommes d'État les plus autorisés du Piémont : qu'elle confiance conservent-ils? M. Ratazzi n'a-t-il pas dit : « Le vin est tiré, il faut le boire ; mais l'unité et les annexions nous ruineront complétement. » N'est-il pas connu aujourd'hui que le comte de Cavour, malgré son immense ambition, n'aurait jamais porté ses vues au delà d'un royaume de la Haute-Italie, qu'il n'eût jamais commis de plein gré la faute incalculable d'annexer les Deux-Siciles, et qu'au Congrès de Paris, il ne fit que réciter une leçon? Tous les hommes d'État qui reviennent aujourd'hui d'Italie sont unanimes à déclarer le règne du Piémont fini à Naples; et de ceux mêmes qui représentent des Gouvernements par lesquels vous avez été reconnus, il n'en est pas un seul qui se fie à la durée de ce jeune royaume.

M. d'Azeglio a eu l'audace de penser et même d'écrire, qu'on ne pouvait annexer un peuple malgré lui et retenir de force les Napolitains dans le giron de votre heureuse unité, insinuant que le plébiscite était entaché de nullité. Cette doctrine vous semble exorbitante et vous la repoussez dédaigneusement par cette déclaration : « La nation italienne est constituée, et tout ce qui est italien lui appartient. »

« La nation italienne est constituée, » oui, sur le papier.

« Tout ce qui est italien lui appartient. » C'est très-fier ce mot-là, Monsieur le Baron ; mais la fierté sied mal au Gouvernement piémontais, qui n'a jamais été qu'un satellite gravitant dans l'orbite d'une grande puissance, qui n'a remporté des victoires que par une

épée étrangère, qui ne vit que par la grâce d'autrui, et qui exerce depuis si longtemps la mendicité diplomatique. « Tout ce qui est italien lui appartient! » Ainsi Malte vous appartient? C'est peut-être pour vous que le gouvernement britannique garnit cette île de canons; lord Palmerston attend que vous lui fixiez une époque pour amener le pavillon de la reine devant la croix de Savoie. Ainsi Vérone et Venise vous appartiennent? Les amis de l'Italie eussent souhaité autrefois qu'il en fût ainsi; mais, grâce aux excès accumulés depuis deux ans par le Piémont, l'Autriche se trouve presque réhabilitée, et l'on se dit qu'elle vaudra toujours mieux que vous. D'ailleurs, nous vous connaissons assez pour être assurés que l'Autriche demeurera éternellement dans la Péninsule, s'il n'y a que vous pour l'en chasser. Ainsi Nice vous appartient? Si vous l'avez cédée temporairement, vous vous reposez dans l'espoir qu'il suffira un jour, quand le moment sera favorable, d'y envoyer le grand Garibaldi pour l'arracher aux barbares. Ainsi la Corse, où l'on parle un italien plus pur que le jargon piémontais, vous appartient? Et cependant venez la prendre!

En ce qui concerne la valeur du plébiscite, vous n'êtes point dupe, Monsieur le Baron, de vos propres déclarations; votre opinion est au fond la même que celle de M. d'Azeglio, la même que celle de tous les gens qui ont des yeux pour voir, et qui ont vu. Vous avez assez conscience des services que vous avez rendus à l'unité pour revendiquer le mérite du résultat obtenu par le suffrage populaire. J'étais témoin, quand vous fîtes fonctionner à Florence le vote universel; j'admirai votre dextérité, et c'est justice d'avouer que

vous n'avez rien à apprendre de personne. A Naples, le vote n'a été que la plus grossière parodie, et l'homme d'État le plus hostile à ce principe n'aurait pu imaginer un autre moyen de le discréditer pour toujours. Argumenter de la valeur du suffrage populaire à Naples, c'est lancer une épigramme assurément très-mordante dans un pamphlet, mais déplacée dans une note diplomatique. Vous avez trop d'esprit, Monsieur le Baron, pour avoir pris au sérieux ces trois urnes, gardées par des sbires et des sicaires, autour desquelles se sont jouées tant de comédies et de drames. Pour ne parler que des comédies, je connais un lieutenant de vaisseau de notre flotte qui, le jour du vote, descendit à terre, se présenta en costume, déclina sa qualité de Français et demanda à voter quand même. L'autorisation lui fut accordée sans difficulté. Sept fois M. le Vicomte de... répéta ce manége, voulant se convaincre par lui-même de la loyauté de l'opération électorale!... Vous devez vous rappeler aussi, Monsieur, que lord John Russel, qui sans doute n'est pas un bourbonien, a constamment déclaré en toutes circonstances, que le vote à Naples n'avait été qu'une fiction, et qu'il ne signifiait absolument rien. Votre plébiscite est jugé, et l'histoire enregistrera, comme un arrêt sans appel, ce mot déjà célèbre : « Plus de bombes que de suffrages ! »

Le réveil de la nation n'est, selon vous, qu'une agitation factice ; vous n'avez qu'une épithète à jeter aux hommes valeureux qui combattent et meurent pour l'indépendance : ce sont des *brigands*. Ici vous manquez d'imagination ; vous n'êtes qu'un plagiaire du général Manhès. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a appelé brigandage l'amour de la patrie. Les Macha-

bées devaient être des brigands aux yeux d'Antiochus. Les Pélages, réfugiés dans les montagnes des Asturies, étaient sans doute des brigands pour les Maures. Ce même peuple espagnol qui a offert au monde de splendides exemples, comme celui du siége de Sarragosse, était dans la bouche de Napoléon un peuple de brigands. Les Russes qui sacrifiaient Moscou, la cité sainte, pour opposer une muraille de feu à l'étranger, étaient encore des brigands ; brigands étaient les Vendéens. Soit. Les mots ne font rien à la chose, Monsieur ; le bien peut s'appeler mal, l'infamie peut être nommée gloire; il n'importe; l'essentiel est qu'on ne les confonde pas ; il suffira qu'on nous distingue des vôtres. Quand Liborio Romano est un vertueux citoyen ; quand un pirate est un grand conquérant ; quand on déclare sainte la mémoire des régicides et qu'on récompense leur famille, nous devons être fiers du titre de brigands. Je vous déclare hautement, Monsieur le Baron, que si les vôtres sont les honnêtes gens, je ne veux être qu'un brigand.

Mais voyez comme vous vous mettez en contradiction avec vous-même, Monsieur le Baron. D'un côté, vous vous efforcez de prouver que le brigandage de l'Italie méridionale est sans couleur politique, et en témoignage vous invoquez une vague dépêche d'un consul anglais, datée du 12 juin. Vous n'avez rien de plus frais qu'un document qui remonte à trois mois, c'est-à-dire à une époque où le mouvement n'avait pas encore fait explosion ! Et pourtant, quelques lignes auparavant, vous parlez de guerres civiles, en citant des exemples empruntés à l'histoire d'autres

nations. Décidez-vous, de grâce : optez pour le brigandage ou pour la guerre civile, car le brigandage et la guerre civile sont choses très-différentes. « L'Espagne, dites-vous, après trente ans, n'a pas encore pu « cicatriser les plaies des guerres civiles qui, à tout « instant, menacent de se rouvrir. » Mais il ne s'est rien passé en Espagne de semblable à ce qui se passe à Naples. La guerre civile a été une guerre de dynastie, et l'étranger n'est point entré à Madrid pendant ces trente ans. L'Espagne n'a été envahie qu'une fois depuis le commencement de ce siècle, et vous savez comment elle s'est défendue. L'Angleterre, selon vous, a lutté cinquante ans pour ses libertés ; mais l'Angleterre n'a pas été annexée au Hanovre. L'exemple de la France n'est pas mieux choisi. La France républicaine et la France royaliste se sont déchirées pour des questions sociales et pour des principes politiques ; mais l'unité était accomplie avant 1789, par le lent travail des siècles. Ni les Conventionnels, ni les Vendéens n'entendaient livrer la France à l'étranger, confisquer ou défendre une nationalité ; tandis que les Napolitains combattent pour recouvrer leur indépendance que vous avez supprimée.

Souffrez, entre parenthèses, que je vous signale, Monsieur le Baron, une distraction singulière que vous commettez. Je lis dans votre circulaire : « La France « aussi sacrifia les Girondins à la cause de la fédéra« tion... » La France n'a pas pu sacrifier les Girondins à la fédération, puisque les Girondins représentaient précisément l'idée de la fédération. Dites que la République a sacrifié les Girondins et la fédération,

mais non les Girondins à la fédération. Vos souvenirs historiques vous ont donc trompé.

Je continue :

D'après vous, « les partisans de Don Carlos, ceux des « Stuarts, les Vendéens... se tiendraient pour injuriés « s'ils étaient mis en comparaison » avec ceux que vous nommez de vulgaires assassins. On chercherait vainement dans les insurgés napolitains « un homme qui, « même de loin, puisse être comparé » à La Rochejaquelein, à Stofflet et à Charette, etc.

J'ai dit, Monsieur, que vos comparaisons manquent un peu d'exactitude. Assurément il n'y a pas encore dans l'insurrection napolitaine des hommes de la taille de quelques-uns de ceux dont vous citez les noms ; mais n'oubliez pas, je vous prie, que le temps est l'élément indispensable de toutes les réputations militaires. La Rochejaquelein, Charette et d'autres que vous passez sous silence ne se sont pas élevés d'un seul bond à l'immortalité. L'insurrection du royaume des Deux-Siciles est de date trop récente pour avoir fait éclore de brillantes renommées. Patience, cela viendra peut-être plus tôt que vous ne le désireriez. Quant aux Vendéens, aux Carlistes, ils seraient si peu humiliés du parallèle avec les paysans de l'Italie méridionale, qu'ils vont grossir leurs rangs. Il me semble que vous avez déjà rencontré un assez bon nombre de gentilshommes français parmi vos adversaires. Je vous promets, Monsieur le Baron, que vos généraux piémontais auront bientôt en face ceux que vous appelez des Vendéens et des Carlistes, et en assez grand nombre pour vous convaincre qu'ils n'ont pas honte de l'épithète de brigands, et vous pourrez en-

tendre résonner des noms qu'il n'est au pouvoir de personne de flétrir. Ah ! Monsieur le Baron, il vous faut parmi vos ennemis des généraux de vieille roche, des ducs et des marquis ; eh bien ! vous serez servi. Tout ce qui a conservé le culte de l'honneur et de la liberté ne peut être que contre vous. Est-ce que les Garibaldiens eux-mêmes ne s'offrent pas pour aller combattre à Naples contre les Piémontais ? Oui, Monsieur, les Garibaldiens demandent à prendre la cocarde du roi François II pour aller expulser les Piémontais ! De même que le gouvernement sarde est tombé si bas, que Mazzini s'indigne de ses cruautés et de ses turpitudes, de même des Garibaldiens cherchent en France quelqu'un qui leur accorde une recommandation pour les insurgés des Abruzzes et des Calabres. J'affirme ce fait-là.

Vous évoquez, Monsieur, les souvenirs de la Convention. C'est sans doute pour assimiler vos généraux à ceux de la République. Permettez, Monsieur : l'histoire a fait un triage entre les généraux de la République française ; il en est dont elle entoure le front d'une auréole, il en est qu'elle a traînés aux gémonies. Les premiers repousseraient toute comparaison avec vos Cialdini, vos Pinelli, vos Galateri, vos Facino. Les Kléber, les Marceau n'eussent jamais signé des proclamations sauvages comme celles que les officiers piémontais ont publiées. Kléber abandonnait le siége de Lyon pour laisser à Dubois-Crancé l'odieux de la destruction de cette ville ; vos généraux n'ont d'autres exploits à faire valoir que l'incendie des localités qu'ils traversent. Marceau, toujours généreux, sauvait les femmes ; vos généraux les fusillent pour avoir porté un

morceau de pain à leurs frères ou à leurs fiancés, et pour n'avoir pas dénoncé la retraite de leurs pères. Dans un ordre moins pur, Hoche laissait cependant à Tallien l'office d'exécuteur, et l'hécatombe de Quiberon pèsera toujours plus sur la mémoire du commissaire de la République que sur celle du jeune général. Vos généraux cumulent tous les emplois, et celui dont ils s'acquittent avec plus de joie, c'est le massacre des prisonniers. Vos généraux ne sont que de vulgaires caporaux des colonnes infernales.

A vos arguments, tirés de l'histoire des dernières années du dix-huitième siècle et des premières du dix-neuvième, vous ajoutez celui-ci, qui a plus d'actualité : « Parmi les généraux et les officiers supérieurs « qui sont demeurés fidèles aux Bourbons, il n'y en a « pas un seul qui ait osé prendre le commandement « des brigands napolitains... » Alors, pourquoi Cialdini a-t-il opéré cette razzia de généraux et d'officiers, couverts par les capitulations, vivant paisibles chez eux ? Pourquoi ces généraux et ces officiers ont-ils été enlevés de leurs domiciles, jetés sur un navire et transportés en Piémont, sans jugement, pour le seul grief d'être les chefs naturels de la réaction ? Choisissez, Monsieur le Baron ; ou votre allégation est radicalement fausse, et les prétendus brigands ont pour chefs tous les généraux et les officiers fidèles de l'ancienne armée, ou votre proconsul a commis l'acte d'arbitraire le plus violent, l'iniquité la plus flagrante.

Cependant, comme il y a eu autrefois de faux Chouans, j'admets sans difficulté qu'il y a de faux royalistes dans les provinces napolitaines et de vérita-

bles brigands. Pour discréditer la Chouannerie, le gouvernement révolutionnaire français avait lâché un certain nombre de galériens. A la faveur du désordre universel, des malfaiteurs ont pu prendre la campagne pour exercer leur industrie sur les grandes routes, quelques-uns même se sont peut-être joints aux bandes réactionnaires. Mais vous faites confusion à dessein, et c'est cette confusion que nous ne saurions laisser subsister. D'ailleurs, à qui la faute, sinon aux envahisseurs qui ont apporté dans le pays une anarchie inévitable? Si les bagnes ont été ouverts, c'est par vos amis, Monsieur le Baron; j'ai entendu à Palerme les insurgés se vanter d'avoir délivré tous les galériens. Sont-ce les Bourbonniens qui ont déchaîné dans la capitale où vous régnez encore cette tourbe d'assassins et de voleurs qui ensanglantent les rues et détroussent les passants en plein midi? A quelle époque, dans quel pays a-t-on compté autant de meurtres qu'aujourd'hui à Naples? Sont-ce les Bourbonniens qui, en Sicile, séquestrent les individus pour les mettre à rançon? Sont-ce les Bourbonniens qui ont enlevé un agent consulaire anglais pour le rendre après contribution de quelques milliers de francs? Le banditisme est traditionnel, dites-vous. Et cependant j'ai habité Naples, et je n'ai pas souvenance qu'il en fût question sous les règnes de Ferdinand II et de François II. Si vous entendez que le banditisme a été le fruit de toutes les invasions, je serai d'accord avec vous; mais alors il est impossible d'attribuer la responsabilité de ce fléau à d'autres qu'aux auteurs mêmes des invasions, et, par conséquent, au Piémont. Un journal palermitain du rouge le plus foncé conte-

nait naguère un aveu bien éloquent : « Sous l'ancien « gouvernement, pendant l'administration de M. Ma- « niscalco, on pouvait, disait-il, faire le tour de la « Sicile sa bourse à la main. » Et maintenant, Monsieur le Baron ?

Vous consacrez plusieurs paragraphes de votre note-circulaire à tracer le plan d'un roman très-accidenté sur le banditisme durant deux ou trois siècles. Vous m'excuserez de ne pas vous suivre dans ces digressions, qui sont du domaine de M. Alexandre Dumas. Je ne m'arrêterai pas même à ce curieux épisode de Vallanco, qui, pour prix de sa soumission, aurait obtenu du gouvernement de Ferdinand 1,800 ducats de pension par mois et un asile à Ischia, où il vivrait encore. Je ne connais pas ce personnage, qui sera certainement très-flatté d'être mentionné spécialement dans les dépêches diplomatiques du premier ministre du nouveau royaume d'Italie; je vous ferai observer que si ce Vallanco est encore dans l'île d'Ischia, comme vous le dites, c'est qu'il a rencontré la même indulgence auprès de vous qu'auprès de l'ancien gouvernement. Quant au chiffre de sa pension mensuelle, le trésor piémontais est assez riche, grâce aux emprunts, pour que vous ayez pu libéralement y ajouter deux zéros, et de 18 ducats la porter à 1,800.

En essayant de dénaturer le caractère de l'insurrection napolitaine, vous vous efforcez également de dissimuler ses succès et vos revers. J'ai déjà, en commençant, esquissé à grands traits la situation réelle du pays et des deux partis en lutte. J'ajouterai quelques réponses à plusieurs de vos allégations :

Vous croyez devoir, Monsieur le Baron, nous don-

ner une leçon de géographie en énumérant les divisions naturelles du royaume de Naples. La leçon aurait son utilité pour l'armée piémontaise, qui me paraît assez inhabile à s'orienter dans cette Péninsule qui vous appartient; car on a signalé, il y a quelques mois, des convois piémontais qui, se trompant de chemin, s'étaient aventurés jusqu'aux environs de Rome; et il n'y a pas huit jours que des bersagliers se sont encore égarés sur le territoire pontifical. Mais comme vous vous adressez à la diplomatie, qui avait sans doute découvert l'Italie méridionale avant qu'elle fût occupée par le Piémont, votre description géographique est superflue.

Vous avancez que le *brigandage* « se tient dans les provinces qui entourent Naples. » Sont-ils maladroits, ces brigands, de se tenir à portée des coups de l'autorité centrale! Quelle sotte tactique de ne pas se disséminer au fond des provinces les plus reculées, puisqu'ils sont si peu nombreux et si impuissants! Entre nous, Monsieur le Baron, vous faites ici un demi-aveu pour mieux cacher ce que vous voulez cacher. Comme les bateaux à vapeur mouillent au port de Naples, comme il arrive encore quelques étrangers, comme chaque paquebot emporte des familles, comme on entend les coups de fusil des royalistes, qui viennent jusque dans les faubourgs désarmer la garde nationale, il ne vous est pas possible de tout nier. Vous vous dédommagez en annonçant la pacification des provinces, parce qu'on ne se souciera guère d'aller s'assurer du fait dans les Calabres ou dans les Abruzzes. Les journaux anglais eux-mêmes, *le Times* le premier, ont depuis longtemps réduit à néant des assertions aussi

audacieuses. Toutes vos provinces sont en feu, le lieutenant-général ne reçoit à Naples que de rares courriers, et quand vos télégraphes coupés se rétablissent, c'est pour annoncer confidentiellement que les bandes augmentent, que les troupes sont décimées, et pour demander des renforts.

La révolution nous a accoutumés à bien des audaces ; je ne sais pourtant pas si jusqu'à présent ses avocats ont écrit ce que vous écrivez :

« Jamais ils (les réactionnaires) n'oseraient attaquer un endroit gardé par des soldats, quelque peu nombreux qu'ils fussent. » Mais vos bataillons fondent. Mais on se bat tous les jours au Gargano, au Matese, près de Bénévent, d'Avellino, de Caserte et de Maddaloni, à Sora, vers Eboli, dans la Silla, partout en un mot. Mais vos petites garnisons d'Itri et de Fondi se sont repliées précipitamment pour s'enfermer dans Gaëte. Mais Capoue a ouvert ses portes aux débris de la troupe piémontaise, si bien battue à San-Germano, qu'une dépêche secrète du gouverneur de la province appelait la défaite un *désastre.* Mais dans la province de Molise on a moissonné à l'ombre du drapeau blanc. Mais il entre sans cesse dans Naples des compagnies piémontaises sans souliers, sans armes, renvoyées par les royalistes qui épargnent leurs prisonniers. Mais vos hôpitaux sont combles de blessés.

« Naples, cette immense cité de cinq cent mille habitants, n'a jamais fait entendre un seul cri de désunion. » C'est trop fort, Monsieur ! Naples n'a pas fait entendre un cri de désunion, et l'on complétait en toute hâte, ces jours derniers, l'armement des forts, et les patrouilles parcourent continuellement les rues, et

la garnison est consignée dans les quartiers, et les canons sont braqués devant le Palais-Royal, et Cialdini menace de brûler la ville, et les prisons sont trop étroites pour contenir les suspects ! Quel mépris professez-vous donc envers le public pour compter si intrépidement sur sa crédulité?

D'ailleurs, Monsieur le Baron, il y a des chiffres sans réplique. Un de ces chiffres va me suffire pour renverser toutes vos théories sur le brigandage, tous vos bulletins de victoire, tous vos raisonnements sur la légitimité du vote d'annexion :

Vous avez dans le royaume de Naples 80,000 hommes pour maintenir sous votre obéissance un pays qui s'est unanimement donné au Piémont, un pays où il ne reste que quelques brigands; et ces 80,000 hommes ne vous rassurant pas sur votre conquête, vous embarquez sans cesse des renforts à Gênes !!!

Je suis obligé à présent, Monsieur, de relever certaines injures que vous adressez aux opprimés, et de consigner ici, quelques-uns de vos jugements sur les hommes et les choses de l'Italie méridionale, jugements qui feraient croire que vous êtes aussi étranger à cette partie du nouveau royaume qu'aux affaires du Japon. je vous cite :

« L'armée, sauf exception, se composait d'éléments choisis avec soin, scrupuleusement élevés par les jésuites et les chapelains dans la plus abjecte et la plus servile idolatrie du roi, et dans la plus aveugle superstition. » L'armée, Monsieur, était recrutée par la conscription, comme en France; faut-il que moi étranger je vous apprenne cela, à vous Italien?

« Leur seul devoir (des soldats) était de défendre

« le roi contre les citoyens considérés essentiellement « comme des ennemis. » Vous n'avez donc jamais visité Naples, Monsieur ? Vous y auriez vu, de vos propres yeux vu, avec quelle facilité le plus humble des sujets pouvait approcher de ses princes, pour leur témoigner son attachement ou solliciter leurs faveurs. Ce roi si détesté, ce roi tyran, ne sortait pas une fois, que des femmes en haillons, des paysans munis d'un placet, ne montassentsur le marchepied de sa voiture.

Votre souverain adoré, Monsieur le Baron, pendant le rapide séjour qu'il a fait à Naples, s'est rendu inabordable: le prince de Carignan, objet de l'idolâtrie générale, s'est tenu au fond du palais, et tous deux ont marqué un égal empressement à abandonner leur bonne et fidèle ville.

« Aucun règlement qui maintînt la discipline, et qui « donnât au soldat l'esprit de corps et celui de sa no- « ble mission, de son importance et de sa dignité ; il « ne s'attachait point au pays ; il lui suffisait d'être « soumis au roi, qui pour le gagner n'épargnait point « les plus ignobles flatteries. »

Que d'incohérences ! Vous venez de dire, Monsieur, quatre lignes plus haut, que le soldat était élevé « dans la plus abjecte et la plus servile idolâtrie du roi, » et tout à coup vous le transformez en prétorien; vous nous montrez le roi contraint de s'abaisser devant lui aux « plus ignobles flatteries ! » On ne saurait soutenir plus ouvertement le oui et le non. Vous nous avez montré le soldat faisant trembler les citoyens, employé comme la grande machine gouvernementale et vous lui reprochez de n'avoir pas eu le sentiment de son importance.

Est-il croyable que la passion obscurcisse à ce point votre intelligence? L'armée manquait de règlements disciplinaires! Mais si vous avanciez semblable assertion devant un officier ou un simple soldat de l'ancienne armée, il demeurerait ébahi. L'armée était si peu disciplinée, que de tous les traîtres qui l'ont commandée, elle n'en a fusillé qu'un seul, le général Briganti; si peu disciplinée, qu'elle s'arrêtait à Palerme, sur un ordre de Lanza, au moment où elle avait déjà emporté plusieurs barricades; si peu disciplinée, qu'après toutes les humiliations, les retraites inconcevables, les mystérieux revers, mutilée, désarmée, débandée, elle se reformait derrière le Volturno, d'où elle eût promptement ramené son roi dans la capitale, sans une invasion dont vous connaissez les auteurs, Monsieur le Baron; si peu disciplinée, que les malheureux soldats qui entrèrent sur le territoire romain, exténués de faim, en proie à toutes les privations, n'ont pas donné lieu à une seule plainte de la part des habitants; si peu disciplinée, que j'ai vu ces soldats jusqu'au dernier jour du siége de Gaëte, dociles à leurs chefs, résignés au milieu des souffrances, dansant, au son de la musique, sur les batteries pendant les bombardements, et mourant sans plaintes pour la patrie.

« Ils se sont déshonorés » en ne défendant pas la bannière bourbonnienne. Je ne suis pas fâché que vous teniez ce langage. La flétrissure n'atteindra pas ceux qui ont combattu jusqu'au bout, mais elle retombera sur les traîtres, qui apprendront ainsi combien l'homme qui se vend est estimé par celui qui l'achète. Toutefois, je ne puis m'empêcher de remarquer quelle

différence existe entre vos paroles et les actes de votre Gouvernement. Il y a quelques jours seulement, le journal officiel de Turin annonçait au monde que les généraux Nunziante et Pianelli étaient élevés au grade de commandeur dans l'un des ordres piémontais. Le signe de l'honneur, qui ne devrait décorer que la poitrine des braves, est placé par vous, comme récompense, sur celle des lâches et des traîtres.

Vous appréciez comme il suit l'ancienne administration : « La police était un privilége concédé à une « association de malfaiteurs pour vexer et tailler le « peuple à leur guise et pour exercer l'espionnage au « compte du gouvernement. » L'Italien est né policier; à Naples, donc, la police n'était pas irréprochable mais au moins elle procurait la sécurité dont on ne jouit plus avec votre police, Monsieur le Baron. Autrefois, on ne voyait pas à Naples des Français bâtonnés, estropiés, comme cela s'est vu récemment sous le régime nouveau. On faisait la guerre aux camorristes, on les envoyait dans les îles; votre administration, au contraire, leur a accordé sa confiance, en a rempli la police, et leur a livré la vie, la propriété, l'honneur des habitants. Autrefois, on ne connaissait pas comme actuellement un *Comité de la Virgule*, composé de sicaires qui s'en vont dans les rues et dans les maisons, assommant les suspects. La loi des suspects est en vigueur dans le royaume des Deux-Siciles, comme en France aux jours de la Terreur; c'est le journal officiel de Naples qui l'a constaté, en déclarant que tels et tels avaient été arrêtés comme suspects (*come sospetti*).

« Le gouvernement bourbonnien avait pour principe

« la corruption de tout et de tous... » La vénalité, Monsieur le Baron, est dans le sang italien. C'est un héritage venu de loin, et vos concitoyens ne semblent pas disposés à l'aliéner. Je suis à l'aise pour en parler, puisque je suis Français; mais votre patriotisme aurait dû vous conseiller la discrétion. A Naples, comme dans les autres régions de la Péninsule, la corruption a dû exercer son empire. Votre témoignage a ici un grand poids, et personne ne peut, sur ce sujet, parler plus savamment qu'un ministre sarde. Néanmoins, il paraît que le gouvernement bourbonien, à qui vous faites remonter la responsabilité de cette vertu nationale, ne l'exploitait pas sur une vaste échelle, puisque le budget de cet État de près de 10 millions d'âmes n'était que de 140 millions de francs, et que la dette était presque nulle. Pour qu'un gouvernement corrompe, il faut qu'il lève de gros impôts, qu'il en affecte une part considérable aux fonds secrets, qu'il contracte des emprunts à l'instar du gouvernement sarde.

Vous n'épargnez pas même la personne du monarque exilé, et vous vous oubliez jusqu'à l'appeler faux-monnayeur. Je ne le défendrai pas, Monsieur le Baron; le héros de Gaëte ne se sentira pas plus blessé que cet Empereur romain dont on avait brisé les statues, et qui, portant la main à son visage, déclarait tranquillement n'avoir pas été atteint. François II est placé sur un piédestal que n'abattra point le marteau de la révolution, et la boue que vous lancez ne montera pas assez haut pour souiller sa gloire.

Je ne discuterai pas, non plus, Monsieur, votre apologie du régime actuel de Naples. Parler de « fran-

chises constitutionnelles » quand l'état de siége le plus dur est maintenu dans les villes non encore soulevées; de « respect de la liberté de la presse », le lendemain du jour où, par l'ordre de Cialdini, ont été brisées les presses de la *Settimana*, de l'*Unita Catolica*, de la *Gazzetta del Mezzodi*, etc., etc., et qu'il ne paraît plus à Naples un organe d'oppositin ; de « l'inviolabilité du domicile », quand jour et nuit on opère des perquisitions dans tous les quartiers, chez les citoyens les plus recommandables; de « la liberté individuelle », quand pour se mettre en sûreté, les familles honorables émigrent en masse, quand Paris, Marseille, Londres, Trieste, Vienne, Rome donnent asile à toute la noblesse napolitaine, quand les mers sont couvertes de fugitifs, comme au temps de l'invasion des barbares; c'est dépasser la plus extrême impudence, c'est perdre tout caractère, toute dignité, c'est se livrer à la risée publique.

Il me reste, Monsieur le Baron, avant de clore cette lettre, à replacer purement et simplement sous les yeux de mes lecteurs les lignes outrageantes que vous adressez au chef de deux cents millions de catholiques, au Vicaire de Jésus-Christ :

« L'obole *arrachée* aux fidèles des diverses parties « de l'Europe, au nom de saint Pierre, sert *à enrôler* « *ces brigands* dans toutes les parties de l'Europe. C'est « à Rome qu'ils viennent s'inscrire publiquement, « recevoir le mot d'ordre *et les bénédictions* avec « lesquelles ces *esprits ignorants et superstitieux* « courent plus allègrement *au pillage et au meurtre.*

« C'est de Rome qu'ils tirent des munitions et des « armes en aussi grande quantité qu'ils en ont besoin

« Sur les confins romains et napolitains sont les dé- « pôts, les lieux de réunion et de refuge où ils se ras- « semblent et d'où ils retournent avec une nouvelle « ardeur au butin.

. . . . « Le pouvoir temporel est condamné « non-seulement par la logique irrésistible de l'unité « nationale, mais encore il est devenu incompatible « avec la *civilisation et avec l'humanité.*

« Ce que la civilisation et les sentiments *d'humanité* « du siècle ne peuvent tolérer, c'est que les *œuvres de « joug se préparent au siége et au centre de la catho- « licité*, non-seulement avec la connivence, mais avec « les encouragements des ministres de *celui* qui repré- « sente sur la terre le Dieu de mansuétude et de paix. « Les consciences *véritablement religieuses sont in- « dignées de l'abus qu'on fait des choses sacrées* pour « des fins purement temporelles; les consciences « timorées sont gravement troublées en voyant croître « la discordance entre les préceptes de l'Évangile et les « actes de *celui* qui doit les interpréter et les en- « seigner.

« Rome, en s'avançant dans la voie où elle se trouve, « compromet les intérêts religieux sans sauver les inté- « rêts mondains. *Toutes les âmes honnêtes* en sont déjà « profondément convaincues, et cette conviction uni- « verselle facilitera beaucoup au gouvernement italien « *la tâche qu'il ne saurait décliner* et qui est celle de « rendre à l'Italie et de *restituer en même temps à « l'Église sa liberté et sa dignité.* »

Il a deux ans, Monsieur le Baron, lorsque vous étiez le maître en Toscane, un journal florentin commença la publication en feuilleton du roman pamphlétaire de M. About, intitulé : *la Question romaine*. M. About n'était pas allé aussi loin que vous, M. About n'avait pas représenté Pie IX comme le chef de bandes d'assassins, M. About n'avait pas condamné le vénéré Pontife au nom de la *civilisation et de l'humanité*, M. About s'était borné au persiflage. Et néanmoins vous prîtes sur-le-champ des mesures pour empêcher la diffusion de la *Question romaine*, et le rédacteur du journal, mandé au Palais-Vieux, dut renoncer à ce feuilleton. Vous gardiez encore alors quelque mesure, Monsieur le Baron; l'idée n'était pas mûre, les plans n'étaient pas tous dressés, l'heure n'était pas venue de jeter le masque. Aujourd'hui vous apparaissez avec tout le fanatisme d'un sectaire du moyen âge ; vous vous montrez avec toutes vos haines farouches, avec votre incurable orgueil ; vous déclamez comme Luther contre la grande prostituée de Rome. Vous vous croyez appelé à régénérer l'Église, à lui rendre sa liberté et sa dignité. Mais qui êtes-vous donc, Monsieur ? J'ai lu quelques passages de vos lettres particulières, dans lesquelles votre langage sur Rome n'est pas moins accentué. On serait tenté de penser que vous avez découvert votre mission dans l'Apocalypse, que Dieu vous a marqué du doigt et que vous parlez, que vous écrivez, que vous agissez par illumination. Vraiment, il ne manquerait plus à notre siècle railleur que de s'incliner devant votre apostolat! C'est bien à vous, ministre du gouvernement piémontais, à prêcher l'Évangile au successeur de deux cent soixante papes, qui furent pres-

que tous des grands hommes ou des martyrs; vous formerez à la civilisation ce siége sacré d'où la civilisation de l'Europe a découlé comme une séve intarissable; vous initierez à la liberté une religion qui a émancipé le genre humain; vous enseignerez l'honnêteté à ceux qui perpétuent la sainteté sur la terre!

Et vous ne sentez pas que vous vous accablez sous vos propres sarcasmes!

Ah! Monsieur le Baron, on vous a accusé d'apostasie; j'aurais aimé à reconnaître que c'était une calomnie; vous vous déclarez encore catholique; mais on peut affirmer que si vous l'êtes, c'est uniquement pour avoir reçu le baptême sans être consulté. Non vous n'êtes pas catholique, vous n'avez rien de catholique. Vous avez pour le catholicisme les sentiments d'un courtisan du césarisme païen; c'est ce césarisme qui est votre idéal, c'est ce césarisme que vous travaillez à ressusciter avec ses dégradations.

Quand à l'appui prêté par le Gouvernement pontifical aux insurgés napolitains, je réponds avec le Gouvernement pontifical, avec tous les hommes impartiaux, avec tout ce qui n'est pas Piémontais: c'est faux, absolument faux. Le Gouvernement pontifical, qui es sans autre ressources que celles envoyées par la chrétieuté, n'a ni argent ni hommes à fournir à François II. Votre histoire de *bénédictions* à des sicaires n'est qu'une ridicule réminiscence de l'opéra des *Huguenots*, qui pourrait produire impression, jouée sur un théâtre, mais dont auront souri tous les hommes d'État.

Vous ne dissimulez pas le but de toutes ces inventions; ce but, c'est d'obtenir Rome.

Eh bien! Monsieur le Baron, je suis de ceux qui

croient que la révolution entrera à Rome, et que ce dernier vœu sacrilége sera exaucé par une Providence vengeresse. Il y a déjà plus de deux ans que je l'ai dit et écrit, alors que le Piémont semblait borner ses vues à l'expulsion de l'Autriche. Il est dans ma conviction que le Piémont arrivera à Rome. Mais ce n'est pas vous qui l'y introduirez; on veut auparavant que vous résigniez votre portefeuille. Et, je le répète, avec une foi inébranlable, la révolution n'en succombera pas moins. L'arbre de l'unité italienne ressemble à ces peupliers que l'on plantait en 1848, sur les places des villes de France, et qui mouraient le lendemain des libations répandues à leur pied. Seulement les libations se faisaient alors avec du vin, et vous les avez faites avec du sang. J'entends d'ici la cognée des paysans napolitains, qui frappent sur ce tronc stérile.

Monsieur le Baron, nous vous attendons au Capitole. D'autres y sont montés avant vous; mais nous savons comment on en descend.

J'ai terminé, Monsieur. Que d'erreurs et de mensonges j'aurais pu encore extraire de votre note-circulaire! J'en suis à me demander si elle est véritablement sortie de votre plume. J'avoue que j'avais une plus haute opinion de votre sens politique; je suis désabusé; votre intelligence, à laquelle je rendais hommage, n'est qu'au niveau d'un certain vulgaire lettré; votre caractère, auquel j'attribuais de la dignité, est capable de tristes abaissements. Votre note du 24 août a révélé votre infériorité à l'Europe, et si j'étais votre partisan, je regretterais bien sincèrement que vous ayez remis un pareil document aux chancelleries des puissances.

J'ai entendu comparer cette note au chant du cygne; l'expression est trop flatteuse : ce n'est que le dernier discours d'un terroriste, la veille ou l'avant-veille d'un 9 thermidor.

Charles GARNIER.

Paris, 8 septembre 1861.